

IL FAUT ACCEPTER PLUS DE CONVERGENCE DANS LA ZONE EURO

Hubert Vedrine

Il faut accepter plus de convergence dans la zone euro

Comment prendre en compte le résultat des élections européennes du 25 mai ? Hubert Védrine : À mes yeux, le plus préoccupant n'est pas le vote Front national (en voix il n'a pas progressé, au contraire) mais les 23 millions d'abstentionnistes - sur 42 millions d'électeurs ! Cela traduit une désaffection massive, un euro scepticisme majoritaire, à ne pas confondre avec l'euro hostilité. Il faudrait y répondre par une pause, une suspension de l'élargissement pendant un certain temps, une concentration du travail des institutions européennes là où elles ont une valeur ajoutée, dans un esprit de subsidiarité : là où elles sont devenues trop intrusives, elles seraient tenues de respecter strictement leurs compétences. Quels sont les domaines dans lesquels poursuivre l'intégration européenne ? H. V. : En sélectionnant. Prenons d'abord garde au choix des mots. Pour beaucoup, « intégration », cela évoque un nivellement, un entassement. De même, « plus d'Europe » est maintenant compris comme « moins de France ». Je repense à la formule de Mitterrand : une France forte dans une Europe forte. C'est plus motivant, surtout si on y arrivait ! Dans quels domaines aller plus loin ? La zone euro. Il faut par un exercice en commun de la souveraineté, harmoniser plus économiquement et fiscalement. Pour le reste, la Commission devrait être concentrée sur tout ce qui prépare l'avenir : formation, innovation, recherche, écologisation (de l'agriculture, de l'industrie, des transports, de l'habitat, etc). Et, sur tout ce qui renforce le poids de l'Europe dans le monde, pour qu'elle soit un acteur fort dans le monde multipolaire chaotique. Sans prétendre niveler les peuples. Finalement, la zone euro devient le cœur de l'Europe ? H. V. : C'est le fameux « noyau dur » au sein duquel l'entente franco-allemande, quand elle fonctionne, donne le la. Dès lors que nous avons voulu, nous Français, une monnaie unique plutôt qu'une zone mark, il faut accepter plus de convergence économique, de coordination budgétaire, d'harmonisation fiscale. En même temps, la zone euro ne doit pas être un camp disciplinaire : les efforts indispensables d'assainissement financier et de réduction de la dette doivent être menés selon un calendrier adapté et combinés avec plus de croissance. C'est un enjeu énorme. Le dernier Conseil européen a manqué une avancée dans ce sens. L'Allemagne est-elle un bon partenaire pour la France ? H. V. : Depuis la fin de l'URSS et la réunification, l'Allemagne n'est plus obligée de raser les murs. Elle défend ses intérêts. C'est normal. Mais elle a peur d'apparaître trop dominatrice et donc, pour des raisons différentes du passé, elle a intérêt à faire comme s'il y avait un couple franco-allemand. Pour l'instant, la France est désavantagée dans cette relation, parce qu'elle a décroché économiquement. Mais si elle arrive à se redresser, comme elle a commencé à le faire, il y aura une relation plus équilibrée, ce que tout le monde souhaite. Et le Royaume Uni, s'il quitte l'Union européenne, est-ce que ce sera un inconvénient ? H. V. : Ce serait grave. Je pense que dans le monde, ce serait interprété non pas comme une libération pour l'ambition européenne, mais comme un échec de l'Europe. D'autre part, si la Grande-Bretagne part, les rares perspectives de politique étrangère et de défense commune deviendraient définitivement chimériques. Sans compter qu'elle ne resterait pas les deux pieds dans le même sabot et mènerait de son côté une politique dynamique. Il faudrait l'aider à rester, malgré elle ! Et l'immigration, cette question doit-elle être gérée à l'échelon européen ? Européen, et national. Ce que veulent les gens, c'est une meilleure maîtrise des flux. Il faudrait d'abord vérifier si les pays de l'espace Schengen sont capables de contrôler leurs frontières, et en sortir ceux qui ne le peuvent pas jusqu'à ce qu'ils deviennent capables. On rend Schengen plus sérieux ; on donne plus de moyens à Frontex, l'agence spécialisée ; on élabore une politique commune de quotas par métiers adaptée régulièrement en fonction de la situation économique et des besoins ; on se concerta avec les pays de départ, en Afrique, en Amérique Latine, au Maghreb... Cela responsabiliserait les uns et les autres. Une identité nationale et une identité européenne, est-ce que cela peut se combiner ? H. V. : Si c'est impossible, l'Europe se défera ! Plusieurs générations de constructeurs de l'Europe ont trop bâti leur discours sur le rejet de la nation, de la patrie, pour extirper le nationalisme. Ils ont cru bien faire, mais cela a conduit à un rejet, à un retour du refoulé, de l'histoire nationale. Il faut corriger cela. C'est par une écoute raisonnable de la demande d'identité que l'on se protège du nationalisme par. Bien sûr, l'union fait la force. Mais cela ne signifie pas que les peuples d'Europe doivent disparaître dans un magma. Et la France, doit-elle compter sur ses propres forces pour reprendre confiance ou bien cela passe-t-il par un projet européen reformulé ? H. V. : Si on attend que l'Europe règle nos problèmes ou que nous transformions l'Europe à notre guise, on risque d'attendre longtemps ! Il n'y a aucun scénario européen qui nous dispense de regarder en face, sans déni, sans chimère, les problèmes qui sont les nôtres et de faire les réformes qui s'imposent. Il nous faut reprendre le contrôle de nos finances publiques, en repensant l'État providence dont les concepteurs n'ont jamais souhaité qu'il permette à certains de vivre mieux d'allocations que de leur travail. Et ainsi réduire le poids asphyxiant de la fiscalité et remettre en marche le moteur économique. Comme tant d'autres l'ont fait. Et donner du sens à tout cela.



Source:<https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > Il faut accepter plus de convergence dans la zone euro



18/07/2014